

# Web. Les sites médicaux en question

**Malades imaginaires ou pas, de plus en plus nombreux sont les Français à surfer sur internet à la recherche d'informations médicales. Une démarche qui change le rapport entre les patients et leurs médecins. Mais attention tous les sites santé ne se valent pas.**

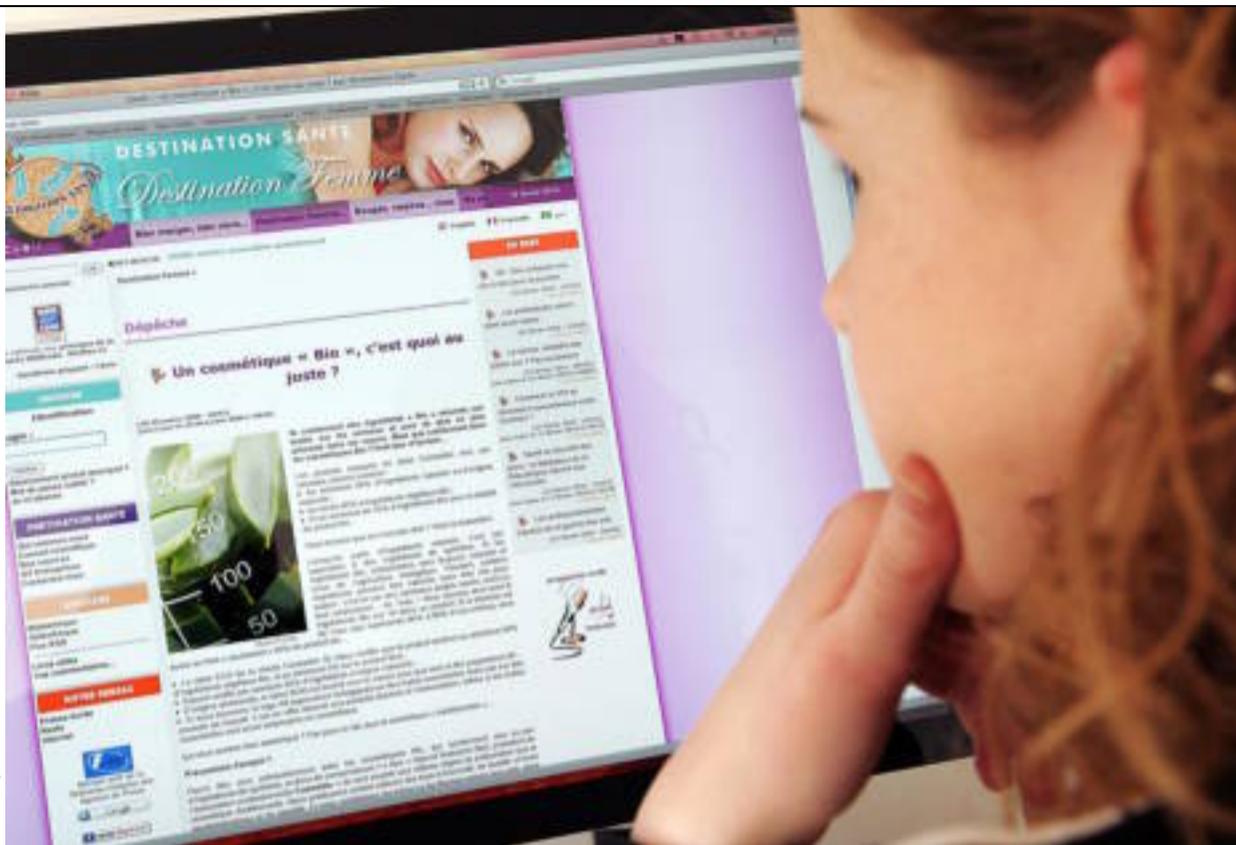


Photo François Desjac

« De temps en temps, on reçoit des gens affolés. C'est sûr, ils sont gravement malades, ils ont vu ça sur internet », raconte Catherine Amoureux, médecin à Lorient. Comme de plus en plus de médecins, cette généraliste doit désormais compter avec ces patients d'un nouveau type, qu'on appelle le « patient-expert », qui sait tout, ou presque, puisqu'il l'a vu sur

internet. Qui arrive dans le cabinet du médecin en étant déjà quasi certain de ce qu'il a.

**« Ce n'est pas internet qui soigne »**

« Bien sûr qu'internet a changé notre relation avec les patients », observe le Dr Féger, président de l'Union régionale des médecins. Pas opposé par principe aux sites

médicaux, ce médecin pointe surtout la difficulté à faire le tri entre la bonne information et la mauvaise information, entre le charlatanisme et la vérité scientifique. « Le risque est que toute cette information inhibe la décision du patient, qu'il prenne trop de temps à adhérer à un traitement. On peut perdre dans certains cas de précieux mois ».

Quel doit être alors le rôle du médecin ? « On est d'abord là pour rassurer nos patients. Dans la plupart des cas, ils n'ont évidemment rien de grave », explique le Dr Amoureux.

« Notre rôle ce n'est pas de dire : je sais, mais de voir avec eux ce qu'ils savent, ce qu'ils ont compris et aussi de leur expliquer que, de toute façon, ce n'est pas internet

qui les soigne », souligne le Dr Féger.

**« Une aide pour les médecins »**

Présidente de Doctissimo, le site santé français le plus visité, Valérie Brouchoud ne retient évidemment pas les arguments de ceux que ces sites font tousser. « Ces sites aident considérablement les méde-

cins, car on ne peut pas tout leur demander. Et il y a des questions que l'on se pose avant ou après la consultation. Les patients s'estiment aujourd'hui en droit d'avoir de l'information ». Et pour Valérie Brouchoud, les praticiens n'ont rien à craindre des sites médicaux : « Un patient qui va sur internet est un patient qui se sent concerné par sa maladie ». Un point de vue que partage Denise Siber, qui a créé, en 2007, l'Association pour la qualité de l'internet santé : « Le patient qui s'intéresse à son propre sujet est le patient le plus intéressant. Donc un bon médecin va dire : parlons-en ».

La présidente de Doctissimo met aussi en avant le rôle très bénéfique des forums qui, selon elle, jouent un rôle extraordinaire en particulier pour les malades chroniques : « Qui mieux qu'un diabétique connaît le diabète ? »

**« Une catastrophe pour les hypocondriaques »**

Mais tous ces sites ne risquent-ils d'alimenter à l'infini les obsessions des hypocondriaques que l'on appelle désormais les cybercondriaques ? « Oui, c'est une vraie catastrophe, ils ont trouvé de quoi se faire exploser la tête », reconnaît le Dr Dominique Dupagne, le fondateur du site Atoute.org. « Ils devraient se faire interdire d'internet comme certains se font interdire de casino ».

Valérie Brouchoud est plus nuancée : « Les hypocondriaques existaient avant internet. Ils ont simplement trouvé une forme d'expression de leur pathologie ».

**> Le regard de Nono**



**Honcode : « On ne peut pas tout contrôler »**



Photo DR

Célia Boyer est la présidente de l'ONG Health on the net qui a développé le label Honcode.

**À quoi sert précisément le label Honcode ?**

C'est un label internationalement reconnu. Dans le monde, 7.300 sites l'affichent. En France, nous avons été choisis par la Haute autorité de santé pour faire ce travail. Notre rôle est de guider les internautes vers des informations utiles, fiables, adaptées à leurs besoins. On vérifie les sources de l'information, les références, la manière dont le contenu est produit. Les acteurs du site doivent être identifiables et les articles datés.

**Certains vous accusent de certifier des sites prétendument associatifs mais qui sont, en fait, financés par**

**l'industrie pharmaceutique. Que dites-vous ?**

D'abord il est faux de dire que la majorité des sites certifiés sont financés par l'industrie pharmaceutique. Ils ne sont que 9%. Mais on ne dit pas que l'on est parfait. C'est un travail très difficile parce que les sites évoluent en permanence. Comment empêcher un site qui veut tricher de tricher ? On n'a pas l'ambition de contrôler l'internet. Ce serait totalement impossible.

**Que demandez-vous aux administrateurs de sites ?**

Quelque part, ce label est un engagement de la part des sites, un code de conduite. Tous

les sites certifiés doivent donner leurs sources de financement et bien distinguer ce qui relève de la publicité ou du publi-reportage du contenu éditorial.

**Avouez que sur certains sites, ce partage n'est pas très évident ?**

Encore une fois, on essaie d'identifier clairement les sources de financement, même si ce n'est pas facile. Notre approche est très pragmatique. Une seule structure ne peut pas tout faire. On compte beaucoup sur la communauté internet pour faire le travail. Dès que l'on nous signale un problème, on le prend en compte. Les mauvais élèves sont sortis du système.

**LE MÉDECIN GÉNÉRALISTE RESTE LA PRINCIPALE SOURCE D'INFORMATION DES FRANÇAIS**

Selon une enquête Ipsos réalisée pour l'Ordre des médecins, 64% des Français vont chercher des informations médicales sur internet. Mais, pour 89% d'entre-eux, le médecin généraliste reste la principale source d'information. 53% vont sur internet pour se renseigner sur une maladie ou des symptômes. Seulement 9% y vont pour vérifier l'exactitude d'un diagnostic. Enfin, 74% des Français avouent peu se soucier de la qualité des sites.

**UN SITE OFFICIEL AVAIT ÉTÉ ENVISAGÉ PAR ROSELYNE BACHELOT**

Quand elle était ministre de la Santé, Roselyne Bachelot avait évoqué la possibilité de créer un site officiel de conseils médicaux regroupant notamment Doctissimo, le portail de l'Assurance-maladie et le service « Priorité santé » de la Mutualité française. Un projet qui, aujourd'hui, ne semble plus vraiment d'actualité. La présidente de Doctissimo, Valérie Brouchoud, avoue l'avoir appris par la presse. Et pour le Dr Dominique Dupagne, le fondateur du site Atoute.org, c'est « du grand n'importe quoi ».

**Un médecin : « L'info sur le financement occultée »**



Photo DR

Créateur de Atoute.org, le Dr Dominique Dupagne a décidé de supprimer le label Honcode de son site. Il explique pourquoi.

**Pourquoi avoir décidé de retirer le label de certification Honcode de votre site ?**

Tout simplement parce que de plus en plus de sites médiocres l'affichent. Je ne suis pas le seul à voir pris cette décision. La revue Prescrire, une des seules revues qui n'est pas financée par la publicité, a elle aussi retiré le logo Honcode de son site. En fait, ce logo a été présenté comme un label qui attestait de la qualité, alors que c'est juste un label de déontologie et qui, en plus, est assez percé. C'est un peu comme si on accordait un label bio aux poulets aux hormones.

**En fait, vous reprochez surtout à ce label de ne pas per-**

**mettre de savoir qui est derrière les sites ?**

Oui. L'information sur le financement des sites a été, petit à petit, occultée. On a perdu l'information fondamentale, à savoir qui est derrière ce site, qui le finance. Il est seulement indiqué que le site est financé par l'association « machin », mais on ne dit pas, en fait, que cette association est souvent financée par l'industrie pharmaceutique.

**Il n'y donc pas de bon gendarme sur internet ?**

Il y a un gendarme actuellement qui irrite beaucoup les autorités, car c'est un gendarme collaboratif. Il s'appelle Google. Il faut bien expliquer que le premier site santé français, c'est Google. Les gens ne vont pas directement sur

un site. Ils passent par ce portail géant. La certification à laquelle les gens font finalement confiance, c'est l'ordre dans lequel les résultats de leur recherche leur sont présentés. Contrairement à ce qu'ils croient, Google ne sert pas les pages les plus fréquentées, mais les pages les plus souvent citées par d'autres pages. On est en fait dans le web2.0 communautaire.

**Pour quel genre de certification êtes-vous ?**

Je suis contre une certification de type tampon. Que quelqu'un dise ce qui est bien ou ce qui est mal. Je fais confiance à l'intelligence collective. Je suis pour l'éducation du public. Les gens ne sont pas idiots : ils comparent, ils recourent.